



Monsieur le Ministre de l'Intérieur
Christophe Castaner,
Place Beauvau
75008 Paris

Paris, le 26 novembre 2018

Monsieur le Ministre de l'Intérieur,

Vous n'êtes pas sans savoir que depuis le 17 novembre, et le début du mouvement des « Gilets jaunes », les actes de violences se sont multipliés à l'égard des journalistes, sur le terrain. Après les premiers incidents du samedi 17 et des jours suivants –reporters pris à partie, encerclés, interpellés voire bousculés–, qui avaient déjà conduit les directions des chaînes d'info à prendre des mesures pour protéger leurs reporters, une violence décomplexée s'est déchaînée ce samedi contre plusieurs équipes de télévision, les plus visibles et les plus exposées, mais également contre des journalistes de presse écrite.

Ainsi, à Béziers samedi matin, un groupe de plusieurs centaines de personnes s'en est pris à la rédaction de Midi Libre. Un confrère a reçu des coups, et la poignée de la porte de l'agence locale a été cassée quand des manifestants ont tenté de pénétrer de force dans les locaux. Mais l'incident le plus grave s'est produit à Toulouse, dans l'après-midi, quand trois journalistes de C-News et BFMTV ont échappé à une tentative de lynchage, sur la place du Capitole.

Plusieurs confrères nous ont signalé que les forces de l'ordre, bien que témoins de ces exactions, n'étaient pas intervenues pour protéger les reporters de la foule. Il nous semble que leur mission est aussi de protéger les journalistes. Les équipes de reportages de certaines chaînes d'info envoient désormais des agents de sécurité pour veiller sur leurs équipes de reportage. Il est inacceptable, dans un pays démocratique, et dans un état de droit, que les pouvoirs publics ne garantissent pas la liberté d'informer.

Monsieur le Ministre, le climat délétère entretenu par certains éléments incontrôlés nous fait craindre une escalade de la violence, qui a déjà commencé. N'attendez pas un drame, avant de renouveler des consignes si nécessaire aux forces de l'ordre, et de prendre des mesures permettre aux journalistes de couvrir ces événements avec le sentiment de pouvoir compter sur les services de sécurité en cas de problème. **Face à la gravité de cette situation inédite, nous vous demandons de recevoir de toute urgence une délégation de nos syndicats qui représentent 100% des organisations syndicales représentatives des journalistes.**

Comptant sur votre compréhension, nous vous prions d'agréer, monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments respectueux.

Vincent LANIER
Premier secrétaire général
Syndicat national des journalistes

Emmanuel VIRE
Secrétaire général
Syndicat national des journalistes CGT

Frédéric MARION-GARCIA
Secrétaire général
CFDT-Journalistes

Tristan MALLE
Secrétaire général
Syndicat général des journalistes FO